



Christine LAGARDE,

Ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi

Luc FRIEDEN,

Ministre du Trésor et du Budget, Ministre de la Justice
du Grand-Duché de Luxembourg

Suite du G20 accord avec le Luxembourg

Mercredi 3 juin 2009

Dossier de presse

Contacts Presse :

Cabinet de Christine LAGARDE : Jean-Marc PLANTADE / Elisa GHIGO : 01 53 18 41 35

Presse internationale : Bruno SILVESTRE : 01 53 18 41 35

<http://www.minefe.gouv.fr>

Cabinet de Luc FRIEDEN : Lucien MICHELS, Ministère des Finances, Relations Publiques Tél. : +352 247-82698

www.gouvernement.lu

Amélioration de la transparence et de l'échange d'informations en matière fiscale

Etat des lieux des négociations en cours

Conformément aux positions défendues au plan international, la France a demandé à l'ensemble des juridictions dont le degré de coopération fiscale avait été estimé insuffisant par le G20, le 2 avril 2009, d'ouvrir rapidement des négociations afin, soit de conclure des accords d'échange d'informations, soit de modifier les conventions fiscales existantes.

La signature le 3 juin 2009 de l'avenant à la convention fiscale entre la France et le **Luxembourg**, s'inscrit dans cette démarche.

Dès le mois de mars 2009, la France a signé des accords d'échange de renseignements avec **l'Île de Man, Jersey et Guernesey**, et, en mai 2009, un avenant à la convention qui lie la France et le **Bahreïn**.

Par ailleurs, des signatures devraient prochainement intervenir avec la **Belgique** (paraphe d'un avenant à la convention fiscale le 6 mai 2009) et les **Iles vierges britanniques** (avec lesquelles un accord d'échange de renseignements doit être signé le 17 juin).

Des négociations sont également en cours avec la **Suisse** ainsi qu'avec les **Bahamas**, les **Bermudes**, les **Iles Caïmans** et le **Liechtenstein**.

Ce programme très soutenu de négociations doit permettre à la France de se doter d'outils d'assistance administrative en matière fiscale, conformes aux plus récents standards internationaux.

**TROISIEME AVENANT A LA CONVENTION ENTRE LA FRANCE
ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
TENDANT A ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS
ET A ÉTABLIR DES RÈGLES D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE
RÉCIPROQUE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU
ET SUR LA FORTUNE SIGNÉE A PARIS LE 1^{er} AVRIL 1958 (MODIFIÉE
PAR UN AVENANT SIGNÉ A PARIS LE 8 SEPTEMBRE 1970 ET PAR UN
AVENANT SIGNÉ A LUXEMBOURG LE 24 NOVEMBRE 2006)**

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, désireux de modifier l'article 22 de la Convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 1^{er} avril 1958 (ci-après dénommée « la Convention »), sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Le texte de l'article 22 de la Convention est ainsi rédigé :

"Article 22

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des États contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elles prévoient n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités

CT

PT

(y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celle de l'autre État contractant ;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant ;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un État contractant conformément à cet article, l'autre État contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un État contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un État contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

CT

PT

ARTICLE 2

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur du présent Avenant. Celui-ci entrera en vigueur le jour de réception de la dernière notification.
2. Les dispositions de l'Avenant s'appliquent aux revenus afférents, suivant les cas, à toute année civile ou tout exercice commençant à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit immédiatement la date de signature de l'Avenant.
3. L'Avenant demeurera en vigueur aussi longtemps que la Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Avenant.

Fait à.....

le.....

en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement
de la République française

Pour le Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg

CT

PT

A PROGRESS REPORT ON THE JURISDICTIONS SURVEYED BY THE OECD GLOBAL FORUM IN IMPLEMENTING THE INTERNATIONALLY AGREED TAX STANDARD¹

Progress made as at 19th May 2009

Jurisdictions that have substantially implemented the internationally agreed tax standard			
Argentina	Germany	Korea	Seychelles
Australia	Greece	Malta	Slovak Republic
Barbados	Guernsey	Mauritius	South Africa
Canada	Hungary	Mexico	Spain
China ²	Iceland	Netherlands	Sweden
Cyprus	Ireland	New Zealand	Turkey
Czech Republic	Isle of Man	Norway	United Arab Emirates
Denmark	Italy	Poland	United Kingdom
Finland	Japan	Portugal	United States
France	Jersey	Russian Federation	US Virgin Islands

Jurisdictions that have committed to the internationally agreed tax standard, but have not yet substantially implemented					
Jurisdiction	Year of Commitment	Number of Agreements	Jurisdiction	Year of Commitment	Number of Agreements
Tax Havens³					
Andorra	2009	(0)	Marshall Islands	2007	(1)
Anguilla	2002	(0)	Monaco	2009	(1)
Antigua and Barbuda	2002	(7)	Montserrat	2002	(0)
Aruba	2002	(4)	Nauru	2003	(0)
Bahamas	2002	(1)	Neth. Antilles	2000	(7)
Bahrain	2001	(8)	Niue	2002	(0)
Belize	2002	(0)	Panama	2002	(0)
Bermuda	2000	(11)	St Kitts and Nevis	2002	(0)
British Virgin Islands	2002	(10)	St Lucia	2002	(0)
Cayman Islands ⁴	2000	(8)	St Vincent & Grenadines	2002	(0)
Cook Islands	2002	(0)	Samoa	2002	(0)
Dominica	2002	(1)	San Marino	2000	(0)
Gibraltar	2002	(1)	Turks and Caicos Islands	2002	(0)
Grenada	2002	(1)	Vanuatu	2003	(0)
Liberia	2007	(0)			
Liechtenstein	2009	(1)			
Other Financial Centres					
Austria ⁵	2009	(0)	Luxembourg ⁵	2009	(1)
Belgium ⁵	2009	(1)	Malaysia	2009	(0)
Brunei	2009	(5)	Philippines	2009	(0)
Chile	2009	(0)	Singapore	2009	(0)
Costa Rica	2009	(0)	Switzerland ⁵	2009	(0)
Guatemala	2009	(0)	Uruguay	2009	(0)

Jurisdictions that have not committed to the internationally agreed tax standard			
Jurisdiction	Number of Agreements	Jurisdiction	Number of Agreements
All jurisdictions surveyed by the Global Forum have now committed to the internationally agreed tax standard			

¹ The internationally agreed tax standard, which was developed by the OECD in co-operation with non-OECD countries and which was endorsed by G20 Finance Ministers at their Berlin Meeting in 2004 and by the UN Committee of Experts on International Cooperation in Tax Matters at its October 2008 Meeting, requires exchange of information on request in all tax matters for the administration and enforcement of domestic tax law without regard to a domestic tax interest requirement or bank secrecy for tax purposes. It also provides for extensive safeguards to protect the confidentiality of the information exchanged.

² Excluding the Special Administrative Regions, which have committed to implement the internationally agreed tax standard.

³ These jurisdictions were identified in 2000 as meeting the tax haven criteria as described in the 1998 OECD report.

⁴ The Cayman Islands have enacted legislation that allows them to exchange information unilaterally and have identified 12 countries with which they are prepared to do so. This approach is being reviewed by the OECD.

⁵ Austria, Belgium, Luxembourg and Switzerland withdrew their reservations to Article 26 of the OECD Model Tax Convention. Belgium has already written to 48 countries to propose the conclusion of protocols to update Article 26 of their existing treaties. Austria, Luxembourg and Switzerland announced that they have started to write to their treaty partners to indicate that they are now willing to enter into renegotiations of their treaties to include the new Article 26.